



LE SPECTRE DU 49.3

Face à la majorité, le chef de l'État a laissé entendre mardi qu'il serait prêt à recourir à l'article 49.3 : « Nous devons prendre des décisions, majorité et gouvernement, face au risque de se traîner le sujet, d'enjambrer l'été avec les retraites. »

35 000

C'est le décompte, enregistré mercredi soir, des signataires de la pétition lancée par notre journal. Celle-ci exige un référendum sur la réforme des retraites du gouvernement.

DÉMOCRATIE

Réforme des retraites: les Français veulent un référendum

Selon notre sondage Ifop, 67 % des Français souhaitent se prononcer directement sur le projet de l'exécutif. À 56 %, ils indiquent même vouloir le repousser, preuve que le gouvernement ne peut pas imposer son projet à marche forcée.

Les résultats sont sans appel: 67 % des Français soutiennent la tenue d'un référendum sur la réforme des retraites. Le sondage réalisé par l'Ifop pour l'Humanité et la Marseillaise « montre un niveau d'adhésion massif » à cette idée, portée par l'appel lancé le 10 février dans nos colonnes et déjà signé par plus de 35 000 personnes. Le président de la République, qui fait face à une mobilisation historique contre son projet mais a jusqu'à présent méprisé les citoyens, les manifestants, les syndicats et les parlementaires, ne peut plus continuer d'ignorer les Français. Un référendum lui donne l'occasion de consulter le pays et de sortir du conflit par le haut. Les deux tiers des citoyens y sont favorables. « L'adhésion est non seulement massive mais également extrêmement peu clivée. Les Français sont pour un référendum quels que soient leur âge, leur classe sociale, leur statut public ou privé, leur situation géographique et leur préférence po-

litique et partisane », pointe Frédéric Dabi, le directeur général adjoint de l'Ifop. Seulement 15 % des Français, très minoritaires, se déclarent d'ailleurs « pas du tout favorables ».

55 % des électeurs de Macron sont favorables à un référendum

En cas de référendum, ils sont de nouveau majoritaires à vouloir repousser la réforme d'Emmanuel Macron: 56 % voteraient « non ». « Cela signifie que les Français s'interrogent massivement sur le bien-fondé de cette réforme, et que le gouvernement n'a pas convaincu sur sa légitimité pour la mener à bien. Cela montre également que ce qui se passe actuellement au Parlement n'est pas du tout de nature à rassurer les Français. À leurs yeux, le référendum apparaît comme la meilleure façon de trancher la question », développe Frédéric Dabi.

Dans le détail, la proportion de sondés pour un référendum monte à 84 % chez les sympathisants du PCF et de la France insoumise,

ou encore 69 % du PS ou d'EELV (70 %). L'adhésion à un référendum est très partagée à gauche, avec des niveaux à la fois élevés et comparables. Elle est aussi partagée à un moindre degré à droite: 54 % des électeurs LR, 76 % de ceux de l'extrême droite y sont également favorables. Parmi ceux qui ne revendiquent aucune proximité partisane, ils sont encore 69 % à vouloir que les Français tranchent par le vote la question de la réforme. Et même... 45 %, soit une forte minorité, des personnes sondées se déclarant sympathisantes d'En marche. Si l'on se réfère au vote de 2017, c'est une majorité (55 %) des électeurs d'Emmanuel Macron qui sont favorables à un référendum. C'est donc de sa base que se coupe un peu le président de la République, avec la méthode retenue pour sa réforme. La demande référendaire traverse toutes les générations d'actifs. Ainsi

70 % des 18-24 ans, quasi autant des 25-34 ans (69 %), 68 % des 35-49 ans et 69 % des 50-64 ans y sont favorables. C'est un tout petit peu moins chez les retraités, quoique 61 % des 65 ans et plus se disent tout de même favorables à la tenue d'un référendum.

Difficile pour l'exécutif d'ignorer cet arc large

C'est ainsi plus de deux Français sur trois, tous âges confondus, qui se retrouvent d'accord. Difficile pour l'exécutif d'ignorer cet arc large qui conteste sa réforme. Surtout que, dans le dernier tableau de bord mensuel de l'Ifop, Emmanuel

Macron chute de 4 points avec

36 % de « bonnes opinions », soit son niveau de février 2019 en pleine crise des gilets jaunes. Le chef de l'État y baisse chez les ouvriers (19 %, - 7) et les employés (25 %, - 6), mais également dans les catégories qui lui sont d'habitude plus favorables: les cadres supérieurs (51 %, - 7), les retraités (42 %, - 5), et les sympathisants « Les Républicains » (29 %, - 15). Une désaffection nouvelle pour Macron, qui enregistrait auparavant ses meilleurs scores dans ces catégories, après avoir capté en 2017 les voix qui s'étaient portées sur Hollande en 2012. L'apport des cadres supérieurs, des retraités issus de la droite, avait ensuite, courant 2018, compensé la désaffection de l'électorat de centre gauche. Emmanuel Macron avait jusqu'ici bénéficié globalement, en termes de popularité, de ces vases communicants. La dernière période semble au contraire montrer une fuite des deux côtés.

Sur le fond cependant, le caractère droitier de la politique du gouvernement ne trompe pas. En cas de référendum, 56 % des Français, selon notre sondage, se prononceraient contre la réforme du gouvernement. Les millions de manifestants qui ont défilé dans les rues depuis le 5 décembre, n'en déplaise à l'exécutif, ne sont pas aussi isolés qu'il aime à le prétendre.

« J'entends ceux qui exercent leur droit profondément légitime de faire grève, mais aussi ceux qui subissent des désagréments et qui souffrent », avait tenté dès les premières

« IL FAUT GAGNER LA BATAILLE DES RETRAITES. ELLE EST CLÉ, ON JOUE TRÈS GROS. »
EMMANUEL MACRON



LA MAJORITÉ ET LA DÉMOCRATIE

« Je vais regarder certains amendements les yeux fermés. Mais à chaque fois la réponse sera défavorable. » **Nicolas Turquois**, élu Modem et rapporteur du projet de loi ordinaire, à propos des amendements de gauche.

L'événement

L'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites plébiscitée par les Français

Question: Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à l'organisation par le président de la République d'un référendum sur la réforme des retraites?

heures du mouvement en décembre Édouard Philippe. Mais, près de trois mois plus tard, son gouvernement, malgré ses efforts de « pédagogie », n'a toujours pas convaincu... hormis à droite. « On retrouve la sainte alliance que l'on a vue sur beaucoup de réformes par le passé entre les sympathisants de la République en marche et ceux des "Républicains" qui en cas de vote seraient en ligne avec le projet du gouvernement », explique Frédéric Dabi. Si 44 % de Français se porteraient sur le « oui », la proportion monte à 85 % chez les sympathisants LaREM et à

« La France des actifs et des jeunes serait sur le non, à la différence des personnes âgées qui ne sont pas concernées par la réforme. »

FRÉDÉRIC DABI
DIRECTEUR ADJOINT DE L'IFOP

65 % chez ceux des « Républicains ». L'ancrage à droite du mouvement présidentiel se confirme puisque, si l'électorat de François Fillon de 2017 se prononcerait en faveur de la réforme au même niveau que les proches de LR (64 %), seuls 68 % de celui d'Emmanuel Macron le feraient aussi.

Le système universel par points tant vanté par l'exécutif rencontrerait l'opposition frontale de la gauche en cas de vote avec un non à 71 % (86 % chez les proches de la FI et du PCF, 73 % pour le PS, 63 % pour EELV) et dans une moindre mesure du RN (66 %). « La France des actifs et des jeunes serait sur le non, à la différence des personnes âgées qui ne sont pas concernées par la réforme », relève également le sondeur. Parmi ceux les plus portés à refuser le projet gouvernemental, on trouve ainsi les 18-24 ans (64 %), les habitants des communes rurales (64 %), les salariés du secteur public (68 %, mais aussi une majorité de ceux du privé avec 54 %). Et tandis que les dirigeants d'entreprise voteraient à 60 % en faveur de la réforme, 66 % des employés et des ouvriers se prononceraient contre.

Autant de monde susceptible de se retrouver devant l'Assemblée nationale le 17 février lors de l'arrivée du projet de loi dans l'Hémicycle, mais aussi le 20 février à l'occasion de la nouvelle journée d'action à l'appel de l'intersyndicale. ●

JULIA HAMLAOUI, AURÉLIEN SOUCHEYRE ET LIONEL VENTURINI

	Ensemble des Français Février 2020 (%)	Réponses selon la proximité partisane				
		La France Insoumise / PCF (%)	Parti Socialiste (%)	La République en Marche (%)	Les Républicains (%)	Rassemblement National (%)
TOTAL Favorable	67	84	69	45	54	76
• Tout à fait favorable .	32	49	32	14	28	45
• Plutôt favorable	35	35	37	31	26	31
TOTAL Pas favorable	33	16	31	55	46	24
• Plutôt pas favorable .	18	5	17	37	28	9
• Pas du tout favorable	15	11	14	18	18	15
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Le « non » au projet gouvernemental très majoritaire dans les intentions de vote

Question: En cas de référendum, voteriez-vous pour l'instauration d'un système universel par points, tel que proposé par le président de la République et le gouvernement?

<i>Base : aux personnes inscrites sur les listes électorales.</i>	Ensemble des Français Février 2020 (%)	Réponses selon la proximité partisane				
		La France Insoumise / PCF (%)	Parti Socialiste (%)	La République en Marche (%)	Les Républicains (%)	Rassemblement National (%)
• Oui	44	14	27	85	65	34
• Non	56	86	73	15	35	66
TOTAL	100	100	100	100	100	100

POUR SUIVRE LA LECTURE SUR **L'HUMANITÉ.FR**
Retrouvez l'intégralité de notre sondage sur www.humanite.fr

Les Français et l'éventualité d'un référendum sur la réforme des retraites, sondage mené par l'Ifop auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas, par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 12 février 2020.